

Un apaisement annoncé qui ne convainc pas

FRANCE Soucieux de tourner la page de la réforme des retraites, le président Emmanuel Macron a annoncé de nombreux chantiers de réforme. Sa cote de popularité s'est effondrée à 28% d'avis favorables.

«**N**ous avons devant nous cent jours d'apaisement, d'unité, d'ambition et d'action au service de la France», a affirmé le président français lors d'une allocution télévisée lundi soir. Le chef de l'Etat a ouvert des chantiers de réformes tous azimuts, repris ensuite par ses principaux lieutenants. Le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a notamment souhaité «un projet de loi fort» sur l'immigration, une thématique généralement populaire en France, quand celui du Budget Gabriel Attal s'est engagé à «continuer à bâtir un plan Marshall pour les classes moyennes».



Il prône l'inverse de ce qu'il a fait pendant trois mois.

ANTOINE BRISTIELLE
ANALYSTE À LA FONDATION JEAN JAURÈS



Des concerts de casseroles se sont tenus durant l'allocution télévisée du président français lundi soir, comme ici à Marseille. KEYSTONE/AP PHOTO/DANIEL COLE

Hier, Emmanuel Macron recevait le patronat français, à qui il a annoncé vouloir «accélérer» une réforme des lycées professionnels pour une présentation «d'ici à l'été», tout en appelant à «bâtir» un «pacte de la vie au travail» d'ici «la fin de l'année». Mais les syndicats, qu'il avait également conviés, ont décliné son invitation. Le patronat s'est montré assez circonspect quant au calendrier. Cent jours, c'est «trop court pour arriver à des conclusions et avoir le temps de la négociation», et «on aura le temps qu'il faudra», a dit le patron du Medef Geoffroy Roux de Bé-

zieux à sa sortie de l'Elysée, rappelant qu'il avait fallu sept mois pour aboutir à un accord entre partenaires sociaux sur le partage de la valeur.

Popularité en berne

Après trois mois de contestation de la réforme des retraites, passée en force par l'exécutif, sans vote à l'Assemblée, puis promulguée dans la précipitation dans la nuit de vendredi à samedi dernier, la méthode Macron n'attire plus que critiques hors de son camp.

La cote de popularité du président s'effondre, à 28% d'avis favorables, soit son score le plus

faible en quatre ans, égal aux «niveaux records mesurés pour (ses prédécesseurs) Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy au moment où ces derniers avaient atteint le niveau le plus bas de leur popularité», selon l'institut de sondage Ipsos.

Lundi soir, des concerts de casseroles étaient organisés pendant son allocution dans plusieurs grandes villes françaises.

Des manifestations sauvages ont parfois suivi, émaillées de dégradations, en rappel des incidents survenus ces dernières semaines, alors que des centaines de milliers de Français ont défilé régulièrement contre le pro-

jet de réforme des retraites depuis mi-janvier.

«Incarnation du rejet»

«Macron a voulu incarner personnellement le pouvoir en prenant toute la lumière dans les bons moments, mais du coup il est aussi l'incarnation du rejet de sa politique», indique Antoine Bristielle, analyste à la fondation Jean Jaurès, qui constate un «gouffre assez indépassable entre la population, son président et son gouvernement».

«En plus, l'idée de parler de concertation, d'apaisement, alors que sur les retraites on lui a re-

proché sa brutalité, cela peut être mal perçu par des acteurs comme les syndicats», poursuit-il. «Il prône l'inverse de ce qu'il a fait pendant trois mois.» Immédiatement après l'intervention présidentielle, regardée par 15,1 millions de téléspectateurs, le secrétaire général du syndicat réformiste CFDT Laurent Berger a fustigé «un discours de la méthode pour une dixième fois mais rien de concret». «On ne répond pas quand on nous siffle», s'est-il agacé, alors que les syndicats ont appelé à des manifestations massives le 1er mai, jour de la fête du travail. **AFP**

EN BREF

HOLOCAUSTE

Carl Lutz honoré à titre posthume

L'ancien diplomate suisse Carl Lutz devrait recevoir la médaille d'or du Congrès des Etats-Unis. Né en 1895 à Walzenhausen (AR), il a été vice-consul de Suisse à Budapest entre 1942 et 1945, il a fourni des papiers à des dizaines de milliers de Juifs, leur permettant de fuir le pays et d'échapper aux nazis. En procurant des lettres de protection helvétiques, l'Appenzellois a réalisé ce qui est considéré comme la plus grande opération de sauvetage de la Seconde Guerre mondiale. Il a été nommé trois fois pour le Prix Nobel de la Paix. **ATS**

G7

Faire payer «le prix fort» aux pays aidant la Russie

Les chefs de la diplomatie du G7 (France, Japon, Etats-Unis, Canada, Allemagne, Italie, Royaume-Uni), réunis depuis dimanche à Karuizawa dans les Alpes japonaises, ont mis sévèrement en garde hier les pays qui fourniraient une assistance à la Russie en Ukraine. Ils ont aussi présenté un front uni face à la Chine, dont ils ont condamné les «activités de militarisation» maritimes. Pékin a réagi en accusant le G7 de n'avoir «tenu aucun compte ni de la position solennelle de la Chine ni des faits objectifs». Il s'est immiscé «dans les affaires intérieures de la Chine, a calomnié et sali la Chine». Le G7 s'est aussi engagé à continuer d'«intensifier» les sanctions contre la Russie et de redoubler d'efforts pour éviter leur contournement par des pays tiers. **ATS/AFP**

Les jeunes Suisses veulent un congé parental plus long

FAMILLE Selon un sondage, 82% des Suisses de 18 à 35 ans aimeraient que les congés payés après la naissance d'un enfant passent de 16 à 24 semaines. Les Jeunes du Centre demandent au Parlement de reprendre le sujet en main.

Les Suisses désirent que les congés payés des parents après la naissance d'un enfant soient étendus. C'est ce qui ressort d'un sondage représentatif de Sotomo, réalisé sur mandat des Jeunes du Centre auprès de quelque 2200 électeurs de tout le pays l'été dernier, et présenté hier à Berne. Ils sont ainsi 57% à plaider pour aller au-delà des 16 semaines actuelles – dont deux prévues pour le père. Cette proportion passe à 82% chez les 18-35 ans. En plus des jeunes, les femmes, les Romands, les Tessinois et les

personnes les plus diplômées sont les plus favorables.

Les sondés estiment par ailleurs que le congé parental idéal est de 16 semaines pour la mère, et de 8 pour le père, soit 24 au total. Seuls les électeurs de l'UDC s'opposent à une courte majorité à des congés plus longs.

«Ce sont avant tout les valeurs individuelles qui comptent sur ce thème, avant les questions du coût ou de financement du congé», explique Sarah Bütikofer, partenaire du projet chez Sotomo. Les sondés sont d'ailleurs très



La situation actuelle ne correspond ni à la conception actuelle de l'égalité des chances, ni à une politique familiale moderne.

LES JEUNES DU CENTRE

partagés sur la méthode à privilégier pour trouver l'argent nécessaire à une telle prolongation.

Pression sur les cantons

Fort de ces enseignements, les Jeunes du Centre se lancent dans une mobilisation nationale pour étendre le congé parental. Pour eux, la situation actuelle «ne correspond ni à la conception actuelle de l'égalité des chances, ni à une politique familiale moderne». Plusieurs députés de leurs rangs vont ainsi déposer des initiatives dans des Parlements cantonaux, dont le Valais, Saint-Gall, Zurich et Bâle-Campagne. Objectif: mettre la pression pour que les cantons donnent mandat aux Chambres fédérales de plancher sur une extension au niveau national. Les Jeunes du Centre fixent un cadre à respecter: un congé parental national ne doit pas être inférieur à 20 semaines, dont, au minimum, 14 pour la mère. La part fixe du père doit représenter au moins le 20% du total, soit 4 semaines. Et les parents doivent pou-

voir prendre leur part de congé d'une manière flexible, sans pour autant remettre en question l'interdiction de travail de huit semaines pour la mère.

Soutien du Centre?

Pour formuler leur proposition «modérée», les Jeunes du Centre s'appuient sur un constat du sondage: plus on s'éloigne du statu quo, moins il est aisé de convaincre la population. Le vice-président du parti, le Valaisan Maxime Moix, prend notamment l'exemple du modèle présenté par une commission extraparlamentaire en février dernier, prévoyant plus du double des congés actuels (38 semaines), et qui a été très critiqué, notamment par les milieux économiques. Les jeunes auront-ils toutefois le soutien de leurs pairs dans ce combat? «Nous avons informé le comité du Centre et différentes sections cantonales, mais n'avons pas encore obtenu leur engagement ferme en faveur des textes», précise Maxime Moix, également député suppléant au Grand Conseil valaisan. **BSC**